

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 112 (1967)
Heft: 8

Artikel: Réflexions sur une guerre-éclair : considérations militaires, politiques et économiques sur le conflit israélo-arabe
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343373>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction : Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint : Colonel EMG Georges Rapp

Administration : Lt-colonel Ernest Bütiger

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S.A., av. de la Gare 33, 1000 Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)

Annonces : Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, 1000 Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 14.— ; 6 mois Fr. 8.—

Etranger : 1 an Fr. 17.— ; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro : Fr. 1.50

Réflexions sur une guerre-éclair

Considérations militaires, politiques et économiques sur le conflit israélo-arabe

Avant même que se soient manifestées dans toute leur plénitude les conséquences lointaines du conflit israélo-arabe, il est possible de tirer des conclusions utiles et intéressantes de cette campagne-éclair.

Il peut donc être indiqué d'évoquer ici brièvement quelques aspects militaires, politiques et économiques de la récente guerre du Moyen-Orient.

Aspects militaires

La campagne a été essentiellement une guerre-éclair

Elle a été, en effet, virtuellement gagnée en trois heures, le 5 juin 1967 en fin de matinée, par des actions successives de l'aviation et des colonnes blindées israéliennes.

Mais elle s'était déclenchée sous la forme d'une *attaque préemptive*, d'un « preemptive strike », pour employer l'expression si souvent utilisée, il y a peu de temps encore, par les auteurs anglo-saxons.

Ce genre d'intervention se distingue de la guerre préventive, qui est engagée de propos délibéré, pour empêcher

un ennemi éventuel de se lancer lui-même dans une guerre, à son heure et à son avantage.

L'attaque préemptive, au contraire, est effectuée au dernier moment, contre un adversaire qui s'apprête lui-même à passer à l'assaut : on le devance seulement dans l'exécution.

A vrai dire, une telle entreprise, pour être à la fois efficace et juste, donc admissible sur le plan international, présuppose certaines conditions préalables. Elle demande avant tout une perception très précise de la mise en place des forces adverses et des préparatifs d'agression. Cette opération nécessite une vigilance sans faille, donc un service de renseignements et d'alerte de tout premier ordre. En outre, dans un petit pays comme Israël, seul un processus de mobilisation instantanée permet une action immédiate et la conservation du secret, qui, en l'occurrence, a été parfaite.

Enfin, il est indispensable, pour lancer efficacement une attaque préemptive, de posséder des informations précises sur les attitudes probables — favorables, neutres ou hostiles — de tous les pays susceptibles d'intervenir dans le conflit.

Toutes ces conditions étaient remplies par Israël. En particulier le dispositif ennemi et son degré d'avancement étaient parfaitement connus, ce qui a permis une action efficace de l'aviation sur des objectifs déterminés avec certitude. Sur le plan politique, Tel-Aviv savait que l'Union soviétique s'abstiendrait militairement. En effet, extrapolant l'attitude des Soviétiques de 1956 — qui, selon des écoutes décryptées après coup par les services israéliens, ne seraient alors pas entrés dans le conflit en cas de rejet de leur ultimatum — l'état-major de Tel-Aviv jouait, pratiquement à coup sûr, l'hypothèse de la non-intervention des Russes.

Cette prise de position était d'autant plus logique que, ces dernières années — en 1961 pour Berlin ; en 1962 à Cuba ; en 1965 au Vietnam, où l'Amérique, malgré les fulgurantes menaces soviétiques, put, impunément, effectuer son « escalade » — Moscou s'est chaque fois inclinée devant une attitude occidentale ferme et résolue.

La campagne israélienne restera, pour l'histoire, l'exemple modèle d'une guerre de type classique, mais menée avec les armes conventionnelles les plus modernes

Exécutée sous le signe de l'avion et du char, elle se distingue de celle de 1956 par la part prédominante assumée par l'arme aérienne, qui n'a plus seulement joué un rôle en quelque sorte marginal, en appui des forces terrestres. Ici, c'était carrément la *conquête de la maîtrise de l'air*, par destruction massive de l'aviation au sol et des aérodromes, qu'ont réalisé les avions israéliens, par leur intervention instantanée préalable.

Pratiquement, la plus grande partie des appareils ennemis a été éliminée d'entrée en matière, avant même le démarrage des blindés d'Israël. Et les non-détruits, privés de leurs terrains, étaient, en outre, déroutés par des émissions pirates sur les caractéristiques des réseaux du contrôle égyptien et qui les induisaient en erreur ou, au contraire, leur intimaient, en les appelant par leur nom, l'ordre de lâcher leurs bombes, la bataille étant irrémédiablement perdue.

L'élimination de l'aviation adverse a rendu possible cet élan impétueux des blindés israéliens, qui allaient submerger toute la péninsule du Sinaï, dans une course effrénée dans laquelle la vitesse compensait les risques de la dilution sur de vastes espaces.

La fortune souriant aux audacieux, les forces israéliennes capturèrent 300 chars T-34 et T-54 en parfait état, en endommageant plus ou moins 800 autres. En Jordanie, également, une soixantaine de chars d'origine anglaise furent récupérés.

Il convient de signaler le caractère foudroyant de toutes ces actions : les avions israéliens, remarquablement entraînés, avaient décollé en 30 secondes et, 10 à 20 minutes plus tard, après un vol en rase-mottes, étaient parvenus sur leurs objectifs, avant le déclenchement de l'alerte adverse. Dès mercredi, les pertes arabes s'élevèrent à plus de 440 avions, d'autant plus que les survivants avaient dû se battre contre un ennemi désormais supérieur en nombre.

Ce fut une campagne d'anéantissement

En effet, pour vaincre, Israël, tant à cause de l'initiale supériorité numérique des Arabes qu'en raison du poids de la guerre sur l'économie et la population, se trouvait dans l'obligation d'agir avec une soudaineté et une vigueur assurant promptement l'anéantissement de l'ennemi. Car seule une rapide destruction de l'adversaire, en tant qu'armée organisée, était compatible avec la durée matériellement possible de l'offensive israélienne.

En effet, non seulement ce petit Etat de 2 500 000 habitants avait mobilisé 270 000 soldats réguliers, mais les services de l'arrière étaient assurés souvent par des femmes et des jeunes, qui conduisaient aussi les voitures de réquisition des convois, les hélicoptères effectuant seulement les ravitaillements des unités avancées.

D'ailleurs la juxtaposition de moyens blindés et aériens ultramodernes et d'une « intendance » improvisée étaient l'un des traits marquants de cette campagne, du côté israélien.

Le succès a pu être obtenu par l'exploitation de circonstances exceptionnellement favorables.

Parmi ces *facteurs favorables*, les uns fortuits, les autres réalisés par les Israéliens eux-mêmes, il y a lieu de citer :

- un service de renseignements exceptionnel,
- un service d'alerte bien au point,
- une armée hautement entraînée, remarquablement équipée en matériel de combat,
- des lignes de ravitaillement très courtes, du fait de l'exiguïté du territoire israélien,
- la capacité d'intervention instantanée de l'aviation pour la conquête de la maîtrise de l'air.

En outre, Israël bénéficiait de *nombreuses déficiences dans le camp adverse*. Sont à signaler à ce point de vue :

- un système d'alerte mal servi, bien que d'une remarquable qualité technique,

- un dispositif de bataille défectueux: le colonel Nasser avait massé, en premier ligne, ses meilleures divisions qui, une fois débordées, laissaient le champ libre au rush des blindés israéliens,
- aucune intervention extérieure: les avions algériens arrivèrent pratiquement après la défaite arabe.

En somme, *par son intervention foudroyante, Israël a annihilé, chez les Arabes, le bénéfice de deux supériorités :*

- *de la supériorité numérique :*
 450 000 hommes, contre 270 000,
 2250 chars contre 800,
 715 avions contre 450,
 selon les chiffres généralement admis, mais non confirmés par les autorités israéliennes, très attachées à la conservation du secret;
- *de celle de la position initiale :*
 les Arabes encerclaient Israël de toutes parts et le réduisaient à la situation inconfortable d'une forteresse assiégée, avec un territoire qui, dans sa plus petite dimension, ne dépassait guère 15 km.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que, par la qualité et la résolution du soldat, l'armée israélienne était supérieure aux militaires arabes. Cependant, parmi ceux-ci, les volontaires palestiniens étaient des adversaires comparables aux troupes du général Rabin.

Aspects politiques du conflit

Il ne s'agissait pas seulement d'un conflit mettant en cause les Arabes et les Israéliens. Il intéressait également l'ONU, les deux « Grands » et les nations occidentales.

L'action de l'ONU

Elle a été décevante avant et pendant la campagne. Une fois de plus, l'ONU a démontré sa défaillance dans la préservation de la sécurité dans le monde.

Et pourtant, il n'y avait pas eu surprise politique. Les menaces spectaculaires du « Raïs » avaient été suivies de la fermeture du golfe d'Akaba. C'était là une violation flagrante d'une obligation morale et politique, consacrée par un usage prolongé.

Le retrait des « casques bleus » par la décision unilatérale du secrétaire général, sur simple injonction du colonel Nasser, a été critiqué à juste titre. Puis, pendant le déroulement de la guerre, l'efficacité du Conseil de sécurité — où s'affrontaient les deux « Grands », sur un mode incompatible avec la dignité d'une haute instance internationale — était pratiquement nulle...

Les Nations-Unies, défailtantes, se sont donc révélées incapables d'assumer à temps leur rôle dans la prévention et le traitement des crises internationales.

L'attitude des deux « Grands »

Les Etats-Unis, avant et pendant le conflit, ont observé une attitude indécise, qui a profondément surpris beaucoup d'Israéliens. Ceux-ci ont eu l'impression que Washington était trop absorbé par ses préoccupations relatives à la guerre du Vietnam. Et ils ont reproché au président Johnson de n'avoir pas honoré la parole de l'Amérique qui, fait-on remarquer à Tel-Aviv, a garanti l'indépendance israélienne en 1957.

Toutefois il convient de signaler l'insistance avec laquelle le représentant américain au Conseil de sécurité de l'ONU s'est opposé à la proposition soviétique, qui liait le cessez-le-feu au retrait des troupes israéliennes sur leurs bases de départ.

L'attitude initialement réservée des Etats-Unis correspond, chez les dirigeants américains, à une habitude devenue comme une seconde nature. L'Amérique veut toujours sérier les questions. Liée par des traités précis dans toutes les régions du monde, elle ne s'engage cependant pas, en général, sur deux continents à la fois. Lorsqu'elle a assumé ses respon-

sabilités en Europe et dans l'OTAN, elle a négligé l'Extrême-Orient: d'où la victoire de Mao Tsé-Toung. Puis, ayant de nouveau son attention attirée en Asie, elle a fait preuve, en Europe, d'un immobilisme qui a conduit à la récente crise atlantique, marquée par le dégagement français.

C'est pour une raison semblable, sans doute, que Washington n'a pas pratiqué une politique plus active au Moyen-Orient où, peut-être, elle aurait pu, par une action positive et vigilante, prévenir le conflit israélo-arabe.

Mais si Israël reproche à l'Amérique sa non-intervention, par contre les Arabes adressent à l'Union soviétique des critiques pour n'avoir pas soutenu effectivement ses amis du Moyen-Orient.

Il est certain que les Russes ont été surpris par l'avance des Israéliens, dont la réussite a placé Moscou devant un fait accompli. Du moins le Kremlin tente de réparer quelque peu, sur le plan politique, la défaite subie. D'où cette motion qui stigmatisait « l'agression israélienne »...

Mais il ne faut pas considérer seulement, dans le débat engagé sur le plan international, l'Amérique et la Russie agissant chacune seule. Il y a à envisager également les relations entre les deux leaders, liés par cette « solidarité des deux Grands », née à Cuba, lorsque Washington et Moscou décidèrent d'évoquer désormais à deux les grands problèmes mondiaux, afin, si possible, de les régler dans la plénitude de leur surpuissance...

Or, en la circonstance, cet objectif n'a pas été atteint. Pourquoi, alors que Washington et Moscou auraient dû prévenir la crise? En réalité, les Etats-Unis, empêtrés dans les affaires vietnamiennes, ainsi qu'il a déjà été constaté, n'ont pas voulu intervenir dans le secteur, même sur le plan diplomatique et au niveau des deux géants.

Dans ces conditions, il n'y eut pas de conférence à deux pour étudier et régler le problème israélo-arabe. Cette défaillance fut donc la conséquence d'un mauvais calcul de la part des Soviétiques et d'une négligence regrettable de la part des

Etats-Unis. Le président Johnson, en toute honnêteté, a résumé ces faits par cette phrase: « Les Russes ont eu des torts, mais nous aussi. »

L'attitude des Occidentaux

En dehors même de l'Amérique, toutes les autres nations occidentales ont manqué à leur devoir d'Etat dans la crise étudiée: ils n'avaient rien fait pour la prévenir.

Certes, les gouvernants de ces pays pouvaient estimer que l'affaire était avant tout celle des Nations-Unies. Mais l'impuissance de ces dernières était connue de longue date. N'était-ce pas pour y suppléer que le monde libre avait organisé, à travers le monde, à des niveaux plus modestes — régionaux — ces grandes alliances que sont l'OTAN, l'OTASE et la CENTO?

En fait, ces organisations, à leur tour, se sont quelque peu dégradées, notamment après le dégagement français. Alors, les spécialistes ont proposé une nouvelle méthode, celle du « crisis management », de la prévention et du traitement des crises. Elle devait consister dans la réunion d'Etats intéressés se groupant pour étudier les crises possibles les touchant, afin de se concerter pour coordonner une action politique, militaire, voire économique commune, pour empêcher ou, en dernière instance, résoudre chacun de ces potentiels conflits.

Le général Beaufre ¹ envisageait, pour la mise en œuvre du *crisis management*, des ententes à divers niveaux:

- *atlantique*, pour des crises concernant les 15 membres de l'Alliance;
- *européen*, pour des conflits éventuels touchant les alliés européens;
- *régionaux*, pour des affaires plus limitées, mettant en cause les intérêts de quelques pays seulement.

¹ « L'Europe et l'OTAN », par le général Beaufre (Calmann-Lévy, 1966).

Il s'agissait là d'organiser en quelque sorte des ententes « sur mesure », à la demande des événements prévisibles. Or, la crise du Moyen-Orient, qui aurait dû entrer dans les cas à étudier, n'a été ni prévue, ni traitée par tous ces Etats occidentaux qu'elle intéressait théoriquement.

La seule proposition, d'ailleurs tardivement formulée, émanait de la France, qui suggérait une « conférence à quatre », c'est-à-dire avec la Russie, qui s'empressa d'en rejeter le principe.

Et pourtant des motifs impérieux, même d'ordre économique, auraient dû inciter les Occidentaux à agir.

Aspects économiques du conflit

En fait, des intérêts nombreux, américains et britanniques surtout, sont engagés au Moyen-Orient. On estime à 5,3 milliards de dollars les investissements des grandes compagnies du pétrole dans cette région, et 4,5 en Afrique, à vrai dire en grande partie en Lybie.

Quant aux pays producteurs, ils vivent essentiellement des revenus des livraisons de pétrole. Koweït encaisse, à ce titre, 600 millions de dollars par an, l'Arabie séoudite 700, l'Irak 150. Ces Etats sont dans l'incapacité de renoncer à ces ressources, d'autant plus qu'il leur serait impossible de trouver des débouchés de remplacement. La Russie elle-même est également pays producteur et elle a déjà permis à l'Iran de rembourser en pétrole les emprunts contractés à Moscou.

L'Egypte, elle, est dépourvue du précieux liquide et, du point de vue économique, elle est actuellement en mauvaise posture. Elle est donc tributaire de l'aide extérieure. Les Russes y ont investi des capitaux importants et réclament une certaine contrepartie à cette contribution. Quant à l'Amérique, elle a déjà fourni 60 millions de dollars par an jusqu'en 1966 et elle livre, à titre gratuit, le quart du blé nécessaire à l'Egypte, qui, sans ce secours, serait condamnée à la famine.

Dans ces conditions il eût été logique, de la part des pays occidentaux, de consacrer davantage leur attention au

Moyen-Orient, afin d'y empêcher cette crise qu'ils auraient dû prévoir. Ne l'ayant pas fait, ils vont avoir à endosser de sérieuses responsabilités dans ce secteur.

Certes, du fait de leur échec, les Arabes ne peuvent plus fermer le canal de Suez indéfiniment. Néanmoins le conflit arabo-israélien se traduira, pour les pays occidentaux, par une lourde note à payer.

D'abord, estiment certains experts, il interviendra peut-être, du fait des dommages subis, une certaine augmentation du prix des matières premières provenant des pays arabes. En outre, il faudra bien remonter les économies touchées, afin de les réintégrer dans l'économie mondiale.

L'aide aux pays sous-développés devra donc être accrue. Et non seulement pour les pays arabes, mais aussi pour Israël, dont les ressources ont dû supporter le poids d'une guerre qui a pesé lourdement sur ce petit Etat.

Toutefois, il convient de préciser que les dépenses à envisager auront cependant certains effets heureux. Ils relanceront l'économie mondiale et, par choc en retour, atténueront la récession de certains pays occidentaux.

Quoi qu'il en soit, ces problèmes devront être envisagés sérieusement par les nations de l'Ouest, qui auront, une fois de plus, à supporter le fardeau d'une guerre qu'ils n'auront pas su prévenir.

* * *

Nous venons d'évoquer « quelques aspects d'entre les aspects » — pour parler comme les conteurs arabes — du récent conflit. Il se dégage de ces considérations des conclusions utiles pour de nombreux pays.

Car, du fait de l'interdépendance des grands problèmes politiques, militaires et économiques des différents secteurs du monde d'aujourd'hui, une déflagration au Moyen-Orient touche, directement ou non, la plupart des Etats occidentaux, ainsi que la Russie, voire la Chine rouge, dont le cas particulier n'a pas été approfondi au cours de nos développements.

Mais du point de vue stratégique, l'opération-éclair menée par Israël est riche en enseignements pour nos Etats ouest-européens, atomiques ou non.

Cette campagne nous montre, en effet, qu'à notre ère nucléaire une guerre limitée de type classique, mais menée avec des moyens modernes, peut être déclenchée et gagnée. Le conflit israélo-arabe nous présente un modèle-type de ce genre de guerre. Mais c'est là un cas bien particulier: celui d'un petit pays, entouré d'ennemis de toutes parts, qui n'a pu compter sur l'appui d'un « Grand », pourtant garant de l'indépendance du pays menacé. Il y a là matière à réflexion.

Mais l'exemple de cet Etat de dimensions réduites et qui pourtant, dans une fulgurante offensive-éclair, impose à l'adversaire la volonté et la résolution d'une nation en armes, peut fournir aux petits pays d'Europe de sérieuses raisons d'espérer. Ces peuples puiseront dans l'aventure israélienne une plus grande confiance encore dans leurs petites armées de citoyens-soldats à mobilisation instantanée.

Mais la comparaison s'arrête là. La guerre du Moyen-Orient n'est qu'un cas particulier qui ne se répétera pas intégralement: « on ne se baigne jamais deux fois dans les mêmes eaux du fleuve... » L'incident étudié n'éclaire qu'un des aspects de la « stratégie d'un petit Etat », telle que l'a étudiée, avec tant de compétence, de clairvoyance et dans toute la plénitude, même potentiellement nucléaire, de la guerre de demain, précisément un spécialiste d'un petit pays.¹

Notre brève étude n'est donc, en dernière analyse, que l'évocation d'un « cas », à vrai dire riche en enseignements. Mais elle aura rempli son but seulement si elle incite aussi le lecteur à imaginer — par-delà la brève campagne israélienne — cette possible guerre de demain, dans tout l'éventail de ses phases éventuelles, du stade de la dissuasion à celui de l'apocalypse de l'arme majeure.

Fernand-Th. SCHNEIDER

¹ Major Däniker: *Die Strategie des Kleinstaates*, Huber, Frauenfeld 1966.